



APPEL À LA GRÈVE DU 23 SEPTEMBRE

RASSEMBLEMENT DEVANT LA DSDEN À 14H !



Après deux ans de crise sanitaire et de confinements, il aurait fallu investir massivement pour éviter une génération sacrifiée...

...les ministres Blanquer et Vidal poursuivent néanmoins leurs réformes, et sous couvert d'améliorer le système, le fragilisent, le rendent moins efficace, le désorganisent, ce qui à terme permet au privé de ramasser la mise et détruit le service public d'éducation : Loi de Programmation de la Recherche, menaces sur la direction d'école, réforme du Bac et du lycée, réforme de la formation initiale (INSPE), transformation de la voie professionnelle et montée en charge de l'apprentissage. Le démantèlement de l'éducation prioritaire est prévu pour la rentrée 2022... **Aucune de ces mesures ne va dans le sens d'une école plus juste et démocratique que défend la FSU.** À l'inverse de la nécessaire démocratisation du système éducatif, elles procèdent de méthodes managériales (injonctions, contrôle du travail) pour imposer une école inégalitaire et sélective.

Les propositions issues du "Grenelle de l'éducation" renforcent la volonté de contrôle des pratiques enseignantes et cherchent à détruire les statuts. Elles sont dangereuses pour les personnels et nuisibles à la réussite scolaire des élèves. Ensemble, mobilisons-nous pour regagner du pouvoir d'agir dans nos pratiques pédagogiques et du temps d'enseignement pour nos élèves.

L'ensemble des réformes Blanquer réduit les libertés pédagogiques des enseignant·e·s :

- En primaire : Injonction à utiliser de "bonnes pratiques" imposées à coups de "normes", "guides" ou "vademecum", par exemple pour les méthode d'apprentissage de la lecture.
- Expertise des enseignants déniée pour la conception de leurs cours.
- Neurosciences et informatique invoquées comme solutions magiques et pour nier les difficultés sociales des élèves.

- En lycée : Pilotage autoritaire et uniformisation des enseignements qui vont nuire à la diversité des pratiques pédagogiques qui permettaient au contraire de faire réussir des profils d'élèves plus variés.
- Sous couvert de traiter à égalité les élèves (ce que les épreuves du Bac national permettaient) en cadrant le Contrôle Continu, J.M. Blanquer cherche à mettre en place un système de surveillance et d'évaluation des enseignants.

Des moyens dérisoires :

→ Dans les écoles : très peu de postes de remplaçant·e·s et de RASED créés. Il n'existe plus de postes de "Plus-de-maîtres-que-de-classes" alors que la priorité aurait dû être de renforcer les regards croisés sur les élèves.

→ Dans le 2nd degré : 1 883 suppressions d'emplois pour 10 867 élèves supplémentaires dans les collèges, 19 851 dans les lycées généraux et technologiques, 5 781 dans les lycées professionnels ! Et toujours plus d'heures supplémentaires imposées... Au total, 7 490 emplois d'enseignant·e·s en moins dans les collèges et lycées depuis 2017, soit l'équivalent de 166 collèges rayés de la carte ! Dans l'Indre, la gestion à flux tendu des TZR et des contractuels crée des situations ubuesques pour les collègues qui subissent des changements d'affectation la veille de la rentrée.

→ Aucune création de postes de CPE, de personnels de santé, administratifs, de psychologues, d'assistant·e·s sociaux/socials. Dans l'Indre, toujours pas de médecin scolaire et 4 postes d'infirmier·e·s non pourvus !

→ À l'université, pour 34 000 étudiant·e·s supplémentaires, la ministre a annoncé 19 000 places... sans les recrutements d'enseignant·e·s nécessaires !

La France continue de consacrer un budget inférieur de 30% à 40% à ceux des pays qui investissent le plus en matière d'éducation...

**IL EST TEMPS DE REPRENDRE LA MAIN SUR LE MÉTIER
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 23 SEPTEMBRE!
RASSEMBLEMENT À 14H
DEVANT LA DSDEN DE CHÂTEAUROUX**